

**LETTRE DE DIDIER MOLISHO AUX RESSORTISSANTS DU
MANIEMA
Kinshasa, août 2004.**

Wandugu wapenzi,

De retour du Maniema, nous nous faisons le devoir de vous transmettre les salutations des frères et sœurs restés au pays.

Ce voyage que d'aucun pourrait qualifier d'ordinaire devient une histoire qu'on se donne la peine de raconter quand on le place dans le contexte actuel. Et le contexte actuel c'est celui de la mise sur pied de la chaîne de solidarité pour la reconstruction du Maniema. De la renaissance de l'esprit et la conscience du Maniema pour ne pas assister à la fin du Maniema.

Notre voyage s'inscrivait dans le cadre de la formulation du projet FOMETRO d'appui à la zone de santé de Kasongo, projet accepté pour financement par le gouvernement belge pour un montant de 500.000 €. Ce projet d'une durée de 18 mois vient en complément au projet mis en œuvre dans le même zone de santé par CARE International sur financement de l'Union Européenne (ECHO). Ce projet FOMETRO devrait être complémentaire à un autre projet FOMETRO de réhabilitation de l'hôpital général de Kasongo qui attend d'être financé par le ministère de plan de la RDC pour un montant de 203.822 \$ US.

Nous avons demandé et obtenu de la section de coopération de l'ambassade de Belgique (bailleur de fonds pour le projet) de nous faire accompagner par un médecin du secteur. Nous tenons ici à remercier M. De Bouck qui a pris le risque d'autoriser que Dr Menase se rende en mission dans une province classée en phase 4 sur le plan sécuritaire (à notre arrivée à Kindu, nous avons constaté que la province était classée en phase 3). Ne me demandez pas ce que ça signifie. Sinon vous dire que c'est cette fameuse classification qui a servi d'argument pour délocaliser le projet BAD pour la province orientale.

Nous avons ainsi d'une pierre fait deux coups, formuler le projet 'appui à la zone de santé de Kasongo' et identifier d'autres projets dans le secteur de la santé. Nous pouvons annoncer qu'à l'issue de cette mission, la coopération belge a accepté d'inscrire dans son nouveau projet de financement de 4 centrales régionales de distribution des médicaments la province du Maniema et Kindu a été proposé comme site d'implantation de la centrale. Le coût de financement par centrale serait de 1.500.000 €. Ce résultat rapide est à mettre au crédit du Dr Menase qui convaincu de ce qu'il a vu et entendu pouvait affirmer, que le retour de la paix était effectif dans la province du Maniema parce que dans son rapport de mission on pouvait

lire qu'il a fait le trajet Kasongo – Kindu en moto et qu'une partie du trajet était faite de nuit (notre arrivée à Alunguli a eu lieu à 19h45') et qu'un dynamisme particulier (Kasongo et les environs) d'une population qui veut réellement se prendre en charge est perceptible. Et que en plus, le potentiel humain est là. En traversant ce que les gens qualifient de 'bastion des maï maï' sur notre route de retour, il nous a été donné de constater que les villages grouillaient de monde et que les enfants pouvaient nous accompagner par des amusants olele !

Pour illustrer ce dynamisme, COOPADEM un exemple parmi tant d'autres (COOCEDAP, SOPACO, AIDEKAS, VFOM, etc.). Cette initiative de notre frère Modeste Shabani, licencié en sciences économiques de l'université de Bukavu vise la préparation de la population à sa prise en charge et la responsabilisation de cette dernière. Cette initiative qui a commencé par la création d'une structure d'association des agriculteurs pour accroître la production agricole a lancé la radio communautaire de Kasongo avec une couverture de 70 Km de rayon. Les thèmes développés semblent adaptés aux réalités locales (auto promotion de la population, barza intercommunautaire, rendez-vous avec les urnes, pain et paix pour tous).

Le cas COOPADEM cadre bien avec le défi qui est le nôtre et qu'exprime clairement cette phrase de Léon Tshilolo déjà reprise dans une de nos précédents messages : "Le vrai défi de l'Afrique est que l'homme et la femme africains, en faisant usage de leurs capacités, soient réellement acteurs de leur propre progrès". COOPADEM est l'œuvre d'un jeune diplômé. L'élite dont la Maniema a besoin pour sa renaissance. L'intérêt de cette initiative c'est aussi qu'il permet de recréer une conscience du Maniema (par les émissions à la radio). Cette initiative a besoin de l'encadrement de tous les amis du Maniema.

A côté des initiatives comme celle que nous venons de décrire, il y en a d'autres, œuvres aussi des fils du Maniema qui cadrent elles avec le fameux "article 15" et dont une des facettes avait été décrite par notre frère Kasongo Lukongo sous le titre "la débrouillardise dans l'évolution socio-économique du Maniema (kindumaniema@yahooigroupes.fr, mai 2003) et que notre frère Kibanza a mentionné dans son message intitulé "Kindu : intensification des comptoirs d'achat de la cassiterite et du coltan" (kindumaniema@yahooigroupes.fr, août 2004).

Dans la même catégorie de "l'article 15", nous pouvons mentionner l'émergence d'une catégorie d'associations, œuvres des opportunistes profitant de la misère que vivent nos mamans et les manipulent pour leurs intérêts égoïstes au mépris du respect de leur dignité. Je voudrais parler des associations "en faveur des femmes victimes des violences sexuelles".

Comme disent certains 'dièse ya iyi masiku' comme pour dire le créneau actuellement porteur. Savez-vous que lors de la journée de la femme, le 8 mars 2004, les femmes violées ont défilé à Kindu. Vous allez dire autre temps autres mœurs mais pas jusque là.

Du côté du gouvernement, beaucoup d'annonces mais, à ce jour très peu de réalisations concrètes. Au point de nous poser la question de savoir si réellement le Maniema était représenté dans les institutions de la transition. Je parle bien du Maniema de nos aînés, 'Terre chérie', 'Notre patrie', 'Notre simple bonheur', 'Notre joie et notre vie' et pas ce Maniema marche-pied.

Mais comment pourrait-il en être autrement tant et si bien que l'individualisme de "nos représentants" demeure la caractéristique la plus commune. Cet individualisme incline chacun, comme nous avons eu à le mentionner dans notre mémo aux politiciens, à vouloir se tirer d'affaire tout seul ayant sa conscience pour soi et estimant avoir des intentions pures. Comment voulez-vous que l'électrification de la ville de Kindu se fasse quand elle devient l'affaire d'un tel et sa coterie ou que la voirie de la ville de Kindu s'améliore quand elle n'est que l'affaire de tel, etc.

Ces mots de l'hymne que nous ont légué nos aînés et que nous devons graver dans notre inconscient collectif sont lourds de signification. La sagesse des aînés leur a fait préférer l'union symbolisée par le 'Notre'. Et c'est ensemble qu'ils pensaient construire le Maniema. C'était leur manière de vivre la valeur de solidarité que nous avons retenue pour construire notre chaîne de solidarité.

Nous serions injuste si nous ne mentionnions pas les quelques réalisations du gouvernement. Car il y en a quelques unes parmi lesquelles la réhabilitation de l'institut tuendelee de Kindu (Saint Jean). Réalisation malheureusement au centre des controverses. Controverse d'abord sur le choix de la structure à réhabiliter. Beaucoup de personnes pensent que l'institut tuendelee est parmi les écoles les moins détériorées de la province. A ceux-là on pourrait dire qu'il fallait commencer par quelque part et commencer par les écoles qui ont le mieux été entretenues. Et à ces personnes de dire, oui mais pas mettre autant d'argent pour la réhabilitation de tuendelee. Autant d'argent mais combien ? Pour comprendre la réaction de ces personnes, nous avons, à notre retour du Maniema, pris contact avec le maître d'ouvrage : UCOP (Unité de Coordination du Projet de Réunification Economique et Sociale). Les services de l'UCOP nous ont renseigné que le montant du projet est de 447.259,46 \$ US. Le

seul commentaire que je peux faire c'est que ce montant me semble important au regard des travaux en cours de réalisation.

Nous ne pouvons terminer ce message sur notre dernier séjour au Maniema sans mentionner l'accueil chaleureux que nous ont réservé le Gouverneur Koloso et le Vice-Gouverneur Mendes.

Didier Molisho